

Agence de promotion économique du Canada atlantique

2019-2020

Rapport sur les résultats ministériels

L'honorable Mélanie Joly
Ministre du Développement économique et
des Langues officielles

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre du Développement économique et des Langues officielles, 2020.

N° de catalogue : AC2-9F-PDF

ISSN : 2560-9882

Table des matières

Message de la ministre	1
Aperçu des résultats et contexte opérationnel	3
Résultats : ce que nous avons accompli	6
Responsabilité essentielle : Développement économique au Canada atlantique	6
Services internes	14
Analyse des tendances en matière de dépenses et de ressources humaines	17
Dépenses réelles	17
Ressources humaines réelles	18
Dépenses par crédit voté	19
Dépenses et activités du gouvernement du Canada	19
États financiers et faits saillants des états financiers	20
Renseignements supplémentaires	23
Profil organisationnel	23
Raison d'être, mandat et rôle : Qui nous sommes et ce que nous faisons	23
Cadre de présentation de rapports	24
Renseignements connexes sur le Répertoire des programmes	25
Tableaux de renseignements supplémentaires	25
Dépenses fiscales fédérales	25
Coordonnées de l'organisation	25
Annexe : définitions	27
Notes en fin d'ouvrage	31

Message de la ministre

Je suis heureuse de présenter le Rapport sur les résultats ministériels 2019-2020 pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA). Alors qu'Innovation, Science et Développement économique Canada (ISDE) continue à mobiliser l'industrie et le milieu de la recherche pour faire face à la pandémie de COVID-19, les diverses organisations du portefeuille d'ISDE ont coordonné leurs efforts pour positionner le Canada comme chef de file mondial en matière d'innovation et façonner une économie inclusive pour l'ensemble de la population canadienne.

Au Canada atlantique, l'APECA a joué un rôle déterminant dans la réponse de notre gouvernement aux répercussions économiques de la COVID-19. L'Agence a mis en œuvre le Fonds d'aide et de relance régionale de 110 millions de dollars et le Fonds canadien pour la stabilisation des produits de la mer de 38,1 millions de dollars pour soutenir les secteurs vulnérables de l'économie pendant cette période d'incertitude. Elle a également reporté les paiements de six mois afin que les entreprises puissent utiliser ces fonds pour soutenir leurs employés et l'économie locale. En outre, l'APECA travaille avec les collectivités de la région pour les aider à faire face à la pandémie et à se mettre en position favorable pour surmonter ce défi historique.

Les mesures ponctuelles prises en cette période sans précédent s'appuyaient sur les activités de l'année précédente, au cours de laquelle l'APECA a continué d'aider les petites et moyennes entreprises (PME) à innover, à se développer, à attirer et à retenir des talents, et à commercialiser leurs produits et services.

En voici quelques exemples :

- Par l'intermédiaire de la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat, l'APECA a approuvé près d'un million de dollars pour aider les entreprises appartenant à des femmes à croître et à exporter. Cet investissement a également aidé des organismes tiers à but non lucratif à soutenir la croissance des PME dirigées par des femmes.
- Grâce au Service de croissance accélérée, l'APECA a accordé 8,3 millions de dollars à 42 projets menés par des clients participants afin de les aider à croître, à moderniser leur technologie ou à intensifier leurs activités commerciales.
- Par l'entremise de la Stratégie de croissance du commerce et des investissements en Atlantique, l'APECA et les quatre gouvernements provinciaux de la région de l'Atlantique ont approuvé plus de 7 millions de dollars pour 24 projets visant à soutenir la croissance des exportations dans dix secteurs stratégiques. Cela a permis d'augmenter la valeur des biens d'exportation du Canada atlantique pour atteindre un sommet de 28,7 milliards de dollars.



- Dans le cadre de l'Entente sur le tourisme dans la région de l'Atlantique, l'APECA a travaillé avec Destination Canada et les quatre gouvernements provinciaux du Canada atlantique pour renforcer le secteur touristique de la région et mettre cette industrie clé en bonne position pour une croissance continue.

L'APECA visait à enrichir le bassin de main-d'œuvre et de compétences dans la région. Elle a encouragé l'inclusion des femmes, des nouveaux arrivants, des Autochtones, des travailleurs jeunes et âgés et des personnes handicapées dans le marché du travail du Canada atlantique. Cela a aidé à combler le fossé entre la main-d'œuvre et les compétences tout en veillant à ce que la main-d'œuvre reflète mieux ces groupes sous-représentés.

L'APECA a mobilisé et fait intervenir les gouvernements, les entreprises et les intervenants des collectivités pour aider ces dernières à développer et à diversifier leur économie, notamment dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire. L'Agence a approuvé plus de 88,6 millions de dollars pour 476 projets ayant pour but d'aider les collectivités à croître et à se diversifier sur le plan économique.

Le soutien de la croissance économique dans les collectivités autochtones favorise un accent continu sur la réconciliation. L'APECA a donc approuvé 14,6 millions de dollars pour 62 projets cadrant avec les priorités économiques des Autochtones, notamment le développement économique des Autochtones, la recherche et le développement de compétences en affaires.

Ce ne sont là que quelques exemples du travail accompli par l'Agence de promotion économique du Canada atlantique au nom des gens du Canada, peu importe leurs antécédents, leur région ou leur génération. Je vous invite à lire ce rapport pour en apprendre davantage sur la façon dont l'APECA aide à bâtir une économie inclusive et novatrice qui offre à toute la population du Canada atlantique la possibilité de s'épanouir.

Aperçu des résultats et contexte opérationnel

Dépenses réelles totales en 2019-2020	Équivalents temps plein réels en 2019-2020
351 659 641 \$	575

En 2019-2020, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) a investi dans des projets stratégiques partout au Canada atlantique visant à faire progresser une économie régionale forte, diversifiée, durable et inclusive. L'utilisation de son approche traditionnelle axée sur le lieu¹ a permis à l'Agence de continuer à s'adapter aux réalités locales et rurales et de placer les petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que les collectivités de la région dans une position favorisant la croissance. Cette approche a également permis à l'Agence de répondre rapidement aux besoins des PME et des collectivités pour faire face à la COVID-19 et aux répercussions qui en ont découlé au début de 2020.

Le contexte économique du Canada atlantique (p. ex., l'incertitude commerciale) et la capacité des partenaires, des collectivités et des clients continuent d'avoir une incidence sur les résultats de l'APECA. L'économie du Canada atlantique a dépassé la tendance nationale de croissance économique en 2019; la région a enregistré une croissance de 2,5 % en 2019, alors que le pays a enregistré une croissance de 1,7 %². Cependant, la COVID-19 a eu des répercussions considérables sur la croissance au premier trimestre de 2020; celles-ci continuent à se faire sentir. En raison de la petite économie ouverte de la région, la concurrence exercée par des fabricants à faible coût à l'étranger demeure un défi pour l'assise manufacturière et les industries primaires du Canada atlantique. Les pressions démographiques permanentes et le manque d'investissements en capital continueront d'avoir une incidence sur les perspectives de croissance future de la région.

L'APECA a continué d'appuyer les priorités économiques du gouvernement du Canada par l'exécution du Programme de croissance économique régionale par l'innovation, qui est conçu pour créer un climat d'entreprise propice à l'innovation, à la croissance et à la compétitivité. Ce programme a été mis en œuvre avec diligence tout comme ses diverses initiatives, dont la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat (SFE) et ses deux volets – le Fonds pour l'écosystème de la SFE et le Fonds pour les femmes en entrepreneuriat pour aider les femmes à faire grandir leurs entreprises en accédant à du financement, au talent, au réseautage et à l'expertise –, en plus de l'Initiative pour l'acier et l'aluminium et l'Initiative canadienne de transition pour l'industrie du charbon.

L'approche axée sur le client de l'APECA lui a permis d'aider les entreprises et les organisations à accéder à d'autres programmes et services fédéraux correspondant à leurs besoins. Une évaluation récente des programmes d'innovation a révélé que « [le] financement et les autres soutiens de l'APECA contribuent au renforcement de l'écosystème d'innovation, à la commercialisation de technologies, de produits, de processus ou de services nouveaux ou

¹ Les approches axées sur les lieux misent sur les atouts spécifiques à une région, sont complémentaires aux politiques sectorielles un niveau régional ou local, et sont des mécanismes de gouvernance à plusieurs paliers afin de coordonner les objectifs et la mise en œuvre.

² Statistique Canada

améliorés, et à l'amélioration de la productivité... [et le] rôle élargi et plus délibéré de rassemblement et d'orientation de l'Agence a permis de développer de nouveaux partenariats pour répondre à l'évolution des priorités³».

En 2019-2020, l'Agence a continué à se concentrer sur des priorités clés offrant au Canada atlantique des perspectives de croissance telles que la fabrication de pointe, la croissance propre, l'alimentation, le tourisme, les compétences, le développement économique autochtone, les océans, les écosystèmes d'innovation et l'immigration. Tous les programmes de l'APECA ont été offerts de façon inclusive pour veiller à ce que les groupes sous-représentés soient appuyés, notamment les communautés de langue officielle en situation minoritaire. Parmi ses activités, mentionnons les suivantes :

Technologies – L'APECA a approuvé plus de 87,6 millions de dollars pour 179 projets afin de soutenir la mise au point, la commercialisation et l'adoption de technologies novatrices. Dans ces efforts, l'Agence a favorisé les partenariats et la collaboration entre le secteur privé et les organismes de recherche et de soutien aux entreprises. Elle a aussi appuyé les accélérateurs et incubateurs d'entreprises de la région afin de combler les lacunes en matière d'appui aux jeunes entreprises. Grâce à l'appui donné par l'APECA en ce qui concerne les technologies :

- l'entreprise Breathesuite, à Terre-Neuve-et-Labrador, a commercialisé un nouveau dispositif médical et inhalateur pour améliorer la vie des personnes atteintes de maladies respiratoires;
- Global Spatial Technology Solutions, une entreprise d'intelligence artificielle située en Nouvelle-Écosse, a conçu des outils de pointe pour la gestion des navires qui utilisent les données des systèmes d'identification automatique des navires. Ces systèmes fournissent des renseignements permettant la prise de décisions grâce à des données volumineuses.

Entreprises – L'APECA a contribué à la croissance d'entreprises concurrentielles à l'échelle mondiale en approuvant près de 104 millions de dollars pour 612 projets afin de soutenir la création de produits et de services, l'adoption et l'adaptation de technologies de pointe, ainsi que l'acquisition de compétences et d'une connaissance du marché. L'APECA a soutenu les plans de croissance axés sur les entreprises par l'intermédiaire du Service de croissance accélérée, collaboré avec des partenaires fédéraux et provinciaux pour mettre en œuvre la Stratégie pluriannuelle de croissance du commerce et des investissements en Atlantique, et aidé les entreprises et les exploitants d'entreprises touristiques à se développer grâce à l'Entente sur le tourisme dans la région de l'Atlantique. Avec l'appui de l'APECA :

- Verger Belliveau Orchards, une entreprise du Nouveau-Brunswick, a mis en œuvre des chaînes d'emballage et de mise en sac haute vitesse qui ont amélioré sa capacité de transformer des produits de qualité supérieure à un coût concurrentiel afin de continuer d'accroître ses ventes sur le marché intérieur et à l'exportation;
- Royal Star Foods, qui se trouve à l'Île-du-Prince-Édouard, a agrandi ses installations afin d'améliorer la qualité et la sécurité de ses pratiques de chargement pour ses clients internationaux. En plus de permettre la réduction des coûts et de l'empreinte carbone de l'entreprise en diminuant le nombre d'expéditions nécessaires vers d'autres entrepôts frigorifiques, cette expansion a également accru l'offre de travail pour les employés locaux.

³ Rapport d'évaluation des Programmes d'Innovation de l'APECA, <https://www.canada.ca/fr/promotion-economique-canada-atlantique/organisation/transparence/apecta-innovation-eval-2020.html#res>

Collectivités – L’APECA a favorisé la croissance inclusive en approuvant plus de 88,6 millions de dollars pour 476 projets visant à développer et à diversifier les collectivités. L’Agence a aidé à attirer et à garder des talents internationaux, a soutenu des investissements stratégiques pour aider les collectivités à s’adapter à l’évolution de la situation économique, et a collaboré avec les gouvernements, les entreprises et les intervenants des collectivités afin de stimuler la croissance économique des communautés autochtones. Elle a également approuvé le versement de près d’un million de dollars pour aider les femmes entrepreneures à développer leurs entreprises et pour aider les organismes tiers à but non lucratif à fournir du soutien par l’entremise de la SFE. Grâce à l’appui de l’APECA :

- Peer Ledger, une jeune entreprise de la Nouvelle-Écosse bénéficiaire du Fonds pour les femmes en entrepreneuriat, a augmenté sa capacité d’explorer et de développer de nouveaux marchés, de diversifier sa clientèle et d’accroître les ventes de sa technologie de chaîne de blocs, qui aide les entreprises à réduire les risques de falsification et de sécurité dans leurs chaînes d’approvisionnement;
- la Confédération des Mi’kmaq de l’Île-du-Prince-Édouard a appuyé des initiatives visant à développer et à créer des entreprises à vocation sociale, à fournir un soutien à l’entrepreneuriat et à accroître l’offre de produits ainsi que les compétences entrepreneuriales des exploitants d’entreprises touristiques et des vendeurs de produits touristiques autochtones.

Pour en savoir plus sur les plans, les priorités et les résultats de l’APECA, consulter la section « Résultats : ce que nous avons accompli » du présent rapport.

Résultats : ce que nous avons accompli

Responsabilité essentielle : Développement économique au Canada atlantique

Description :

Soutenir la croissance économique, la création de richesse et la prospérité économique au Canada atlantique en misant sur la croissance propre et inclusive et sur les avantages concurrentiels régionaux. Favoriser la croissance des PME en leur offrant une aide financière directe ou indirecte par l'intermédiaire d'organismes de soutien aux entreprises. Les PME deviennent plus novatrices lorsqu'elles adoptent de nouvelles technologies et de nouveaux procédés et lorsqu'elles explorent de nouvelles possibilités d'expansion et de diversification des marchés afin de faire concurrence et de réussir sur un marché mondial.

Résultats :

En 2019-2020, l'APECA a appuyé les priorités du gouvernement du Canada en se penchant sur les défis et les possibilités qui se présentent aux entreprises du Canada atlantique, en renforçant la compétitivité de la région sur la scène mondiale et en misant sur sa culture de l'innovation. L'Agence a aidé les entreprises à prendre de l'expansion, à développer de nouveaux marchés et à adopter de nouvelles technologies et de nouveaux procédés dans des secteurs clés tels que les océans, l'alimentation, les technologies propres et le tourisme. Elle l'a fait en appuyant la fabrication de pointe, l'écosystème de démarrage et les exportations comme facteurs de compétitivité. L'Agence a mis l'accent sur le développement économique autochtone et a appuyé une main-d'œuvre qualifiée par l'intermédiaire de l'immigration. L'APECA a servi de catalyseur au développement économique et de rassembleur de partenaires pour mener des actions communes. Elle a également joué un rôle d'orientation afin d'améliorer l'accès aux investissements fédéraux pour les entreprises et les collectivités de la région de l'Atlantique. L'Agence a joué un rôle essentiel de coordination et de transition avec les partenaires fédéraux pour appuyer la Stratégie de croissance pour l'Atlantique.

Les entreprises de la région ont reçu un soutien pour adopter des technologies propres qui ont réduit leur empreinte écologique, amélioré leur productivité et accru leur capacité concurrentielle. Le développement de nouvelles technologies propres a appuyé l'approvisionnement en énergie propre, comme les réseaux électriques intelligents et les technologies de stockage de l'énergie, ainsi que la Feuille de route de l'énergie propre pour le Canada atlantique, un partenariat entre les gouvernements des provinces de l'Atlantique et des ministères fédéraux visant à établir une vision de la collaboration entre les administrations au cours des prochaines décennies. L'APECA a investi 40,5 millions de dollars dans 192 projets pour accélérer l'adoption de technologies propres.

Au début de 2020, l'Agence a agi rapidement pour faire face aux répercussions économiques de la COVID-19 sur les entreprises et les collectivités du Canada atlantique. L'APECA a présenté

une analyse clé des répercussions économiques prévues et a appuyé l'élaboration de mesures d'atténuation stratégiques pour y donner suite.

Le travail de l'Agence était conforme à la lettre de mandat de la ministre, selon laquelle elle devait offrir des programmes économiques régionaux qui tiennent compte des occasions et des défis propres au Canada atlantique, notamment en agissant en tant que ressource fiable pour les entreprises et les collectivités. Cela a contribué à l'atteinte de l'objectif global du gouvernement du Canada consistant à stimuler la croissance et l'innovation ainsi qu'à diversifier les économies pour bâtir des collectivités plus fortes et plus novatrices dans l'ensemble du Canada.

Les entreprises investissent dans la mise au point et la commercialisation de technologies innovantes au Canada atlantique

L'APECA a aidé des entreprises à tous les stades de développement – des jeunes entreprises aux entreprises bien établies – à accélérer leur croissance et à prendre de l'expansion, ainsi qu'à accroître leur productivité et leur compétitivité sur les marchés nationaux et internationaux.

L'Agence a mis en place, développé et cultivé des écosystèmes régionaux inclusifs qui appuient les besoins des entreprises et favorisent un environnement entrepreneurial, en insistant sur des secteurs clés comme les océans et l'alimentation. Les PME dans l'industrie de l'acier et de l'aluminium ont aussi reçu de l'appui pour améliorer leur capacité. Les efforts de l'Agence ont permis d'amplifier les investissements du secteur privé en matière de recherche et de technologies dans la région. En effet, la valeur des dépenses en recherche-développement (R-D) des entreprises bénéficiant d'un financement de l'APECA a atteint une moyenne de 86,7 millions de dollars, dépassant l'objectif de 66 millions de dollars fixé par l'Agence.

L'Agence a établi des liens avec les écosystèmes de l'innovation en travaillant collectivement avec d'autres partenaires publics, privés et institutionnels, et en soutenant les entreprises en démarrage. L'Agence a comblé les lacunes en matière de soutien aux entreprises en démarrage en approuvant près de 14 millions de dollars pour 31 projets en collaborant avec les accélérateurs et les incubateurs d'entreprises du Canada atlantique, en fournissant un soutien ciblé pour favoriser la culture entrepreneuriale, en créant une chaîne de financement solide et en veillant à ce que les entreprises en démarrage soient sur la voie de la mondialisation. Elle a noué des relations avec des clients, d'autres ministères et organismes fédéraux, des organismes, le milieu universitaire et des associations extérieures au gouvernement du Canada afin de mieux faire connaître les sources de financement nationales et de favoriser la croissance et l'innovation dans le secteur industriel au moyen d'activités de R-D. Par exemple, l'APECA et le Conseil national de recherches ont conclu un partenariat pour mieux faire comprendre aux PME du Canada atlantique la valeur des technologies innovantes afin d'améliorer les produits et les processus de fabrication, et pour les aider à réussir dans un monde concurrentiel. Ce travail a renforcé la réputation du Canada atlantique en tant qu'écosystème de démarrage en plein essor et en tant qu'une des meilleures valeurs pour les entrepreneurs en Amérique du Nord sur le plan des frais d'exploitation, y compris l'accès aux talents⁴.

Avec ces activités, l'APECA a soutenu la mise au point de nouvelles technologies et d'un écosystème de l'innovation robuste.

⁴ Startup Genome, Global Startup Ecosystem Report 2020, <https://startupgenome.com/reports/gser2020> (en anglais seulement)

- Tronos Maintenance, une entreprise située à l'Île-du-Prince-Édouard, a investi dans l'équipement à la fine pointe pour avancer son projet d'adaptation de fabrication de pointe très innovant qui lui permettra d'exploiter et de renforcer ses capacités dans le domaine de l'aérospatiale tout en créant de nouvelles capacités de fabrication, grâce à des collaborations locales, nationales et internationales.
- MYSA Empowered Homes, une entreprise située à Terre-Neuve-et-Labrador, s'est appuyée sur ses thermostats intelligents pour les systèmes de plinthes électriques pour concevoir et commercialiser de nouvelles gammes de produits afin d'accroître et de diversifier ses recettes, et de continuer à offrir des outils pour accroître l'efficacité énergétique des maisons.
- Énergie NB et l'Université de Moncton ont conclu un partenariat pour créer le Centre d'intelligence artificielle d'Énergie NB afin d'offrir aux professionnels de l'industrie, aux chercheurs universitaires, aux étudiants de cycle supérieur et aux stagiaires un équipement informatique de pointe pour qu'ils concentrent leurs efforts sur la recherche industrielle dans le domaine de l'intelligence artificielle étant donné qu'elle présente un énorme potentiel pour la transformation du secteur de l'énergie et des services publics.

Les entreprises sont innovantes et en croissance au Canada atlantique

En 2019-2020, l'APECA a aidé des entreprises à divers stades de développement à accélérer leur croissance, à se développer et à améliorer leur productivité et leur compétitivité sur les marchés nationaux et mondiaux. Les entreprises appuyées par les programmes de l'APECA ont signalé de forts taux de croissance du chiffre d'affaires, supérieurs à l'objectif fixé de 8 %, à un taux moyen de 9 % en 2018-2019⁵. En collaboration avec des partenaires fédéraux et provinciaux, l'Agence a ciblé un soutien stratégique pour douze entreprises à fort potentiel dans le cadre du Service de croissance accélérée; en tout, 95 entreprises du Canada atlantique se sont inscrites au service depuis son lancement. Au cours de l'exercice, l'APECA a versé 8,3 millions de dollars pour financer 42 projets distincts lancés par des clients de la Stratégie de croissance pour l'Atlantique afin de les aider à se développer. L'APECA a versé un total de 70,4 millions de dollars pour financer 187 projets distincts depuis 2017.

Il était essentiel de placer les entreprises dans une position favorable en vue de tirer parti des occasions dans le secteur mondial des océans, et l'APECA a collaboré avec des partenaires afin de maximiser les avantages économiques liés à l'économie bleue tout en veillant à la durabilité à long terme. Le soutien fourni par l'APECA relativement à une carte et à une base de données numériques des ressources océaniques, qui ont été conçues en collaboration avec la Supergrappe de l'économie océanique, donnera un aperçu exhaustif et global des entreprises privées, des établissements de recherche et d'enseignement, et des intervenants de l'écosystème de l'innovation au sein de l'économie des océans du Canada. L'APECA a également tiré parti de la Supergrappe pour faire croître les PME de la région en appuyant son initiative de démarrage d'entreprises océaniques afin de développer le réseau d'entreprises du secteur des océans.

L'Agence a approuvé 11,3 millions de dollars pour des initiatives liées au commerce et à l'investissement visant à aider les entreprises à se développer sur des marchés nouveaux et existants, notamment en appuyant les outils de préparation à l'exportation, l'adaptation aux salons professionnels virtuels pour favoriser des relations commerciales, ainsi que l'attraction d'investissements étrangers directs vers des sites de développement de haute qualité partout dans

⁵ Une moyenne sur cinq ans est utilisée pour calculer la hausse des recettes. Pour l'exercice 2018-2019, la période de 2013 à 2017 est utilisée.

la région. Certaines de ces initiatives ont été appuyées par l'Accord sur la croissance du commerce et des investissements en Atlantique, dans le cadre duquel l'Agence et les quatre provinces de l'Atlantique ont approuvé plus de 7 millions de dollars pour 24 projets visant à stimuler la croissance des exportations dans dix secteurs stratégiques. Par exemple, l'accord a soutenu l'initiative Grow Export 2020, dans le cadre de laquelle plusieurs entreprises du Canada atlantique qui étaient nouvelles sur le marché de l'exportation ou qui s'intéressaient à se lancer sur ce marché ont été cernées et ont reçu la formation ainsi que l'encadrement nécessaires pour se lancer sur le marché concurrentiel des exportations. Des efforts tels que ceux-ci ont porté fruit et contribué à augmenter la valeur des exportations de biens du Canada atlantique, qui a atteint un sommet de 28,7 milliards de dollars en 2019-2020, dépassant l'objectif de 22 milliards de dollars fixé par l'Agence.

En adoptant une approche touristique panatlantique, l'APECA, Destination Canada et les quatre gouvernements provinciaux ont collaboré afin de renforcer le secteur du tourisme dans la région et de prolonger l'Entente sur le tourisme dans la région de l'Atlantique (quatre provinces de l'Atlantique et les associations du secteur touristique). L'Agence, en collaboration avec d'autres agences de développement régional (ADR) et Innovation, Sciences et Développement économique Canada, a créé le Fonds pour les expériences canadiennes afin de répondre aux besoins du secteur du tourisme du Canada atlantique.

L'Agence a veillé à ce que les politiques, les programmes et les règlements fédéraux tiennent compte des intérêts du Canada atlantique au moyen d'activités de défense des intérêts dans des domaines prioritaires tels que l'approvisionnement en matière de défense, le tourisme et la croissance propre. En mobilisant des intervenants, y compris des PME et d'importants entrepreneurs mondiaux du secteur de la défense et de l'aérospatiale, l'Agence a tiré parti d'investissements de près de 137 millions de dollars grâce aux engagements du régime de la Politique canadienne des retombées industrielles et technologiques pour le Canada atlantique. L'Agence a également collaboré avec l'Office de l'énergie de l'Atlantique pour s'attaquer aux problèmes qui ont une incidence sur la compétitivité de l'industrie pétrolière et gazière de la région et pour appuyer les secteurs des technologies propres et de l'énergie.

L'APECA a favorisé l'adoption de technologies de fabrication de pointe et les activités commerciales entre le Canada atlantique et les marchés internationaux. Par exemple :

- BioSpa, une entreprise située à l'Île-du-Prince-Édouard, a connu une énorme croissance de la demande en ce qui concerne ses produits de soins de la peau au Canada atlantique, et elle examine des occasions au Canada et à l'étranger. L'entreprise intensifie ses activités pour répondre à la demande et prévoit doubler la croissance de ses ventes.
- ProtoCase, un client du Service de croissance accélérée, a agrandi ses installations et modernisé son équipement en adoptant plusieurs pièces équipées de technologies de fabrication et de traitement de pointe pour ses boîtiers électroniques faits sur mesure. Ces investissements lui ont permis de combler la demande alors qu'elle accède à des marchés nouveaux et grandissants, tout en continuant d'offrir un service rapide pour ses clients.

Les collectivités sont diversifiées sur le plan économique au Canada atlantique

En 2019-2020, l'APECA a appuyé la diversification économique des collectivités et fait la promotion de l'inclusion de groupes tels que les femmes, les nouveaux arrivants, les

Autochtones, les travailleurs jeunes et âgés et les personnes handicapées dans l'économie du Canada atlantique. L'APECA a largement atteint ses objectifs en matière d'inclusion, et la diversification économique a été démontrée par le pourcentage d'emplois professionnels, scientifiques et technologiques dans la région. Ces emplois représentaient 32 % de l'ensemble des emplois de l'économie du Canada atlantique (légèrement au-dessus de l'objectif de 31 %⁶ fixé par l'Agence). Chaque dollar investi par l'APECA dans des projets communautaires a attiré un dollar supplémentaire en 2019-2020⁷. Bien que ce chiffre soit inférieur à l'objectif fixé par l'APECA, le réseau des Corporations au bénéfice du développement communautaire (CBDC) a répondu à une demande accrue de financement des entreprises dans les collectivités éloignées et rurales, comme en témoignent l'augmentation de la valeur globale des prêts et la diminution du partage des coûts des partenaires de financement.

Les efforts de l'APECA ont été essentiels pour combler les lacunes relatives à la main-d'œuvre et aux compétences et pour accroître la capacité de la région d'attirer des talents internationaux et des étudiants étrangers, de garder les nouveaux arrivants ici grâce à une aide améliorée en ce qui concerne l'établissement, et de faire en sorte que les entrepreneurs immigrants exploitent des entreprises prospères et soient intégrés dans l'économie, y compris dans les régions rurales. Selon une évaluation récente, « [l]e mode d'exécution des programmes, fondé sur une présence locale et des rôles d'orientation et de rassemblement, permet à l'Agence de tenir compte de la diversité et de l'évolution des besoins économiques à l'échelle de la région. L'APECA a établi ou renforcé des liens de collaboration pour mieux répondre aux besoins concernant l'immigration, les compétences et la main-d'œuvre, et le financement.⁸ » L'Agence a joué un rôle de premier plan dans l'établissement de partenariats stratégiques avec des ministères fédéraux clés tels qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et les gouvernements provinciaux du Canada atlantique, en faisant la promotion du Programme pilote d'immigration au Canada atlantique et en élargissant le programme Étudier pour m'y établir aux quatre provinces de l'Atlantique. Elle a aussi appuyé le Cadre fédéral pour le développement économique des Autochtones en collaborant étroitement avec les dirigeants et les entreprises autochtones, les gouvernements des provinces de l'Atlantique et Services aux Autochtones Canada. L'Agence a approuvé 14,6 millions de dollars pour 62 projets qui ont appuyé diverses priorités de développement économique autochtone dans la région, notamment le développement économique, la recherche et le développement des compétences en affaires des Autochtones.

L'Agence a investi 1,1 million de dollars provenant de l'Initiative de développement économique pour la réalisation de 24 projets dans des communautés de langue officielle en situation minoritaire, principalement dans des collectivités francophones rurales. De plus, l'appui de l'APECA au réseau des CBDC s'est traduit par 1 296 prêts d'une valeur de 72,1 millions de dollars et par l'obtention de 50 millions de dollars supplémentaires pour la création et l'expansion de petites entreprises dans les collectivités rurales du Canada atlantique. Sur ces 72,1 millions de dollars, 39 % ont été versés à des entreprises en démarrage, aidant ainsi 562 entreprises. Une récente [évaluation nationale et horizontale du Programme de développement des collectivités](#) a montré que le programme contribuait au « renforcement des

⁶ Statistique Canada

⁷ Calcul de l'APECA

⁸ Rapport d'évaluation des programmes d'innovation de l'APECA, 2020, <https://www.canada.ca/fr/promotion-economique-canada-atlantique/organisation/transparence/apeca-innovation-eval-2020.html>

pratiques commerciales, de la croissance économique, de la création d'emplois et de la diversification des économies rurales⁹ ».

L'APECA a aidé les collectivités à se diversifier, a appuyé les femmes entrepreneures et a permis à ses partenaires d'attirer et de garder des talents qualifiés du monde entier au Canada atlantique.

- La Newfoundland and Labrador Organization of Women Entrepreneurs et ses partenaires régionaux ont créé le Partenariat pour la croissance des femmes d'affaires du Canada atlantique, qui vise à combler les lacunes liées aux jeunes entreprises et à l'expansion pour divers groupes et des entreprises dirigées par des femmes dans les domaines du commerce et de la technologie ainsi que dans les domaines liés aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques.
- L'APECA a appuyé la formation et du mentorat ayant trait au renforcement des capacités en matière d'ostréiculture dans quatre communautés autochtones du Nouveau-Brunswick. Cette mesure s'appuie sur l'intérêt marqué et les occasions en ce qui concerne la participation des Premières Nations dans cette industrie en plein essor. Travaillant avec des représentants des communautés Micmac, un appui de ce type a été identifié comme essentiel pour appuyer les entreprises commerciales pour les Premières Nations dans ce secteur en croissance.
- L'Université du Cap-Breton a mobilisé ses étudiants étrangers pour répondre aux besoins liés aux emplois saisonniers à l'île du Cap-Breton en fournissant un transport quotidien vers des emplois dans le secteur du tourisme se trouvant dans des régions rurales. Cette mesure a aidé les employeurs à accéder à une main-d'œuvre dont ils avaient grandement besoin, a soutenu le secteur et a aidé les étudiants à établir des liens avec ces collectivités.

Analyse comparative entre les sexes plus (ACS+)

Tous les programmes de l'APECA sont offerts de façon inclusive pour appuyer les groupes sous-représentés dans l'économie du Canada atlantique et parmi ses entrepreneurs, notamment les immigrants, les Autochtones et les femmes. L'Agence a également poursuivi ses efforts pour appuyer les régions éloignées et rurales, ainsi que les communautés de langue officielle en situation minoritaire. L'APECA a intégré l'ACS+ aux analyses liées aux nouvelles initiatives, aux évaluations des programmes, aux données et aux mécanismes de présentation de rapports – y compris des ententes améliorées conclues avec Statistique Canada visant des données désagrégées – et la sensibilisation à l'échelle de l'Agence pour mettre en évidence les avantages économiques de l'inclusion.

Expérimentation

En partenariat avec le Conseil national de recherches Canada, qui a agi en tant que responsable technique, l'APECA a lancé un concours dans le cadre de la plateforme de défis Impact Canada. Un grand nombre de demandes visant à trouver de nouvelles façons de concevoir une coque de bateau efficace qui réduirait les coûts et les émissions de gaz à effet de serre ont été soumises. Trois finalistes ont été choisis pour la dernière étape – la construction et la mise à l'essai de modèles réduits pour chaque modèle – qui aura lieu en 2020-2021.

⁹ Évaluation horizontale du Programme de développement des collectivités, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, [https://www.ic.gc.ca/eic/site/ae-ve.nsf/vwapj/h_03899_fr.pdf/\\$file/h_03899_fr.pdf](https://www.ic.gc.ca/eic/site/ae-ve.nsf/vwapj/h_03899_fr.pdf/$file/h_03899_fr.pdf)

Résultats atteints

Résultats ministériels	Indicateurs de rendement	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels 2017-2018	Résultats réels 2018-2019	Résultats réels 2019-2020
Les collectivités sont diversifiées sur le plan économique au Canada atlantique	Pourcentage de PME dont les propriétaires majoritaires sont des femmes, des Autochtones, des jeunes, des membres de minorités visibles et des personnes handicapées au Canada atlantique	17 % (femmes) 1,3 % (Autochtones) 10,6 % (jeunes) 4 % (membres de minorités visibles) 0,3 % (personnes handicapées)	31 mars 2020	Non disponible ¹⁰	17,1 % (femmes) 1,1 % (Autochtones) 10,6 % (jeunes) 4,5 % (membres de minorités visibles) 0,3 % (personnes handicapées) ¹¹	17,1 % (femmes) 1,1 % (Autochtones) 10,6 % (jeunes) 4,5 % (membres de minorités visibles) 0,3 % (personnes handicapées) ¹¹
	Pourcentage de postes professionnels, scientifiques et technologiques dans l'économie du Canada atlantique	31 %	31 mars 2020	32 %	32 %	31,8 %
	Effet de levier par dollar investi par l'APECA dans des projets communautaires	1,25 %	31 mars 2020	1,37 \$	1,32 \$	1,00 \$
Les entreprises investissent dans la mise au point et la commercialisation de technologies innovantes au Canada atlantique	Valeur des dépenses en R-D (en dollars) des entreprises qui reçoivent des fonds par l'intermédiaire des programmes de l'APECA	66 millions de dollars	31 mars 2020	Non disponible ¹⁰	86,7 millions de dollars	86,7 millions de dollars
	Pourcentage d'entreprises qui collaborent avec des établissements d'enseignement supérieur au Canada atlantique	18 %	31 mars 2020	Non disponible ¹⁰	18 % ¹¹	18 % ¹¹
Les entreprises sont innovantes et en croissance au Canada atlantique	Nombre d'entreprises à forte croissance au Canada atlantique	740 ¹²	31 mars 2020	790 ¹³	610 ¹⁴	620 ¹⁴
	Valeur des exportations de biens (en dollars) du Canada atlantique	22 milliards de dollars	31 mars 2020	24,8 milliards de dollars	26,4 milliards de dollars	28,7 milliards de dollars
	Valeur des exportations de technologies propres (en dollars) du Canada atlantique	Non disponible ¹⁵	31 mars 2020	Non disponible ¹⁰	Non disponible ¹⁰	464 millions de dollars ¹⁶
	Taux de croissance du chiffre d'affaires des entreprises qui reçoivent du soutien par l'intermédiaire des programmes de l'APECA	8 %	31 mars 2020	7 % ¹⁷	9 % ¹⁷	9 % ¹⁷

¹⁰ Certaines données ne sont pas disponibles auprès de Statistiques Canada.

¹¹ Ces chiffres représentent les données les plus récentes de Statistique Canada au moment de la rédaction du présent document. Les chiffres présentés pour les années précédentes étaient aussi les données les plus récentes au moment de la rédaction. Les données de Statistique Canada peuvent avoir été modifiées depuis que ce rapport a été rédigé.

¹² La cible et les résultats de cet indicateur ont été révisés dans le Plan ministériel 2020-2021 pour tenir compte des changements apportés à la méthodologie utilisée par Statistique Canada. L'objectif avait été fixé en utilisant la méthodologie précédente.

¹³ Il y a eu un changement de la méthodologie utilisée par Statistique Canada afin de mesurer le nombre d'entreprises à forte croissance en fonction du revenu, et les données historiques ne seront pas révisées.

¹⁴ Il y a eu un changement de la méthodologie utilisée par Statistique Canada afin de mesurer le nombre d'entreprises à forte croissance en fonction du revenu. Ce facteur explique l'écart entre la cible et le résultat.

¹⁵ Statistique Canada a publié les résultats pour l'indicateur sur les technologies propres pour la première fois lors de cet exercice. Le résultat atteint servira de référence pour nos prochaines cibles.

¹⁶ Total préliminaire de Statistique Canada. Il s'agit des technologies propres exportées par les entreprises de tous les secteurs en 2018.

¹⁷ En 2020-2021, les résultats pour cet indicateur ont été mis à jour selon une moyenne sur cinq ans pour pallier à l'attente (deux ans) dans la disponibilité des données fournies par Statistiques Canada et aux fluctuations dans les résultats pour cet indicateur.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2019-2020	Dépenses prévues 2019-2020	Autorisations totales pouvant être utilisées 2019-2020	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2019-2020	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2019-2020
316 009 945	289 063 006	326 572 696	324 518 205	35 455 199

Ressources humaines (équivalents temps plein)

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2019-2020	Nombre d'équivalents temps plein réels 2019-2020	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) 2019-2020
382	378	(4)

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de l'APECA sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)ⁱ.

Services internes

Description

On entend par services internes les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme des services de soutien aux programmes ou qui sont requis pour respecter les obligations d'une organisation. Les services internes désignent les activités et les ressources des dix catégories de services distinctes qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, sans égard au modèle de prestation des services internes du ministère. Les dix catégories de services sont les suivantes :

- ▶ services de gestion des acquisitions;
- ▶ services de communication;
- ▶ services de gestion des finances;
- ▶ services de gestion des ressources humaines;
- ▶ services de gestion de l'information (GI);
- ▶ services des technologies de l'information (TI);
- ▶ services juridiques;
- ▶ services de gestion du matériel;
- ▶ services de gestion et de surveillance;
- ▶ services de gestion des biens.

Résultats :

L'APECA a appuyé le bien-être en milieu de travail en continuant à favoriser un milieu de travail sain, respectueux, accessible et inclusif.

En 2019-2020, l'Agence a créé le bureau des Services de gestion des conflits internes pour favoriser un lieu de travail à rendement élevé qui est respectueux, sain et inclusif, en mettant l'accent sur le développement de compétences axées sur la collaboration qui aident à régler rapidement les conflits au niveau le moins élevé possible. De plus, l'Agence a mis au point une formation interne pour sensibiliser tous les employés de l'APECA à la diversité et à l'inclusion et pour renforcer leurs compétences à cet égard, en vue d'accroître la représentativité et de favoriser un milieu de travail inclusif. La Stratégie sur les valeurs et l'éthique de 2019 de l'APECA a également été mise en œuvre pour veiller à ce que les valeurs et l'éthique demeurent au cœur de sa culture organisationnelle et favorisent un dialogue ouvert à tous les échelons de l'organisme.

L'APECA a continué à trouver des façons de tirer parti de la technologie en mettant en œuvre des initiatives de GI-TI à l'appui du Plan stratégique des opérations numériques de 2018 à 2022 du gouvernement du Canada. Ces initiatives comprennent le travail en cours pour mettre hors service les systèmes existants et vieillissants afin de les remplacer par des services infonuagiques, la poursuite de l'expansion du service Wi-Fi du gouvernement du Canada dans tous les bureaux régionaux, et la mise en place des jalons nécessaires pour la mise en œuvre de l'Infrastructure secrète du gouvernement du Canada dans certains bureaux. L'APECA a également offert de la formation sur des outils pour accroître la productivité des employés.

L'APECA a mis en œuvre des initiatives organisationnelles visant à renforcer et à améliorer l'efficacité des services et de l'exécution des programmes. Par exemple, l'Agence a renforcé sa capacité de planification et de prévision financières et simplifié les processus liés à la passation de marchés de services, à l'achat de biens, aux autorisations de voyage, aux contrôles internes et au traitement des vérifications après paiement. En outre, elle a continué de collaborer avec d'autres ADR pour améliorer l'efficacité de l'exécution des programmes et des services offerts à la population canadienne, notamment en élaborant un système commun de gestion des programmes de subventions et de contributions.

À l'appui de la prise de décisions fondées sur des données probantes, l'APECA a continué d'accorder une grande importance aux résultats et aux répercussions avec la mesure continue du rendement, l'évaluation et l'analyse de ses programmes et services. En 2019-2020, l'Agence a effectué une [évaluation de ses programmes d'innovation](#)¹⁸ et a participé à une [évaluation horizontale et nationale du Programme de développement des collectivités](#)¹⁹.

L'APECA a veillé à ce que ses activités clés et ses ressources budgétaires demeurent conformes aux priorités du gouvernement du Canada et au mandat de l'Agence. Elle a intégré les considérations relatives aux ressources humaines, à la gestion financière, à la gestion des risques, à la mesure du rendement et à l'évaluation dans ses processus de planification et de prise de décisions.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2019-2020	Dépenses prévues 2019-2020	Autorisations totales pouvant être utilisées 2019-2020	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2019-2020	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2019-2020
26 571 454	26 553 941	27 919 593	27 141 436	587 495

Ressources humaines (équivalents temps plein)

Nombre d'équivalents temps plein prévus 2019-2020	Nombre d'équivalents temps plein réels 2019-2020	Écart (nombre d'équivalents temps plein réels moins nombre d'équivalents temps plein prévus) 2019-2020
196	197	1

¹⁸ Rapport d'évaluation des Programmes d'Innovation de l'APECA, <https://www.canada.ca/fr/promotion-economique-canada-atlantique/organisation/transparence/apeca-innovation-eval-2020.html>

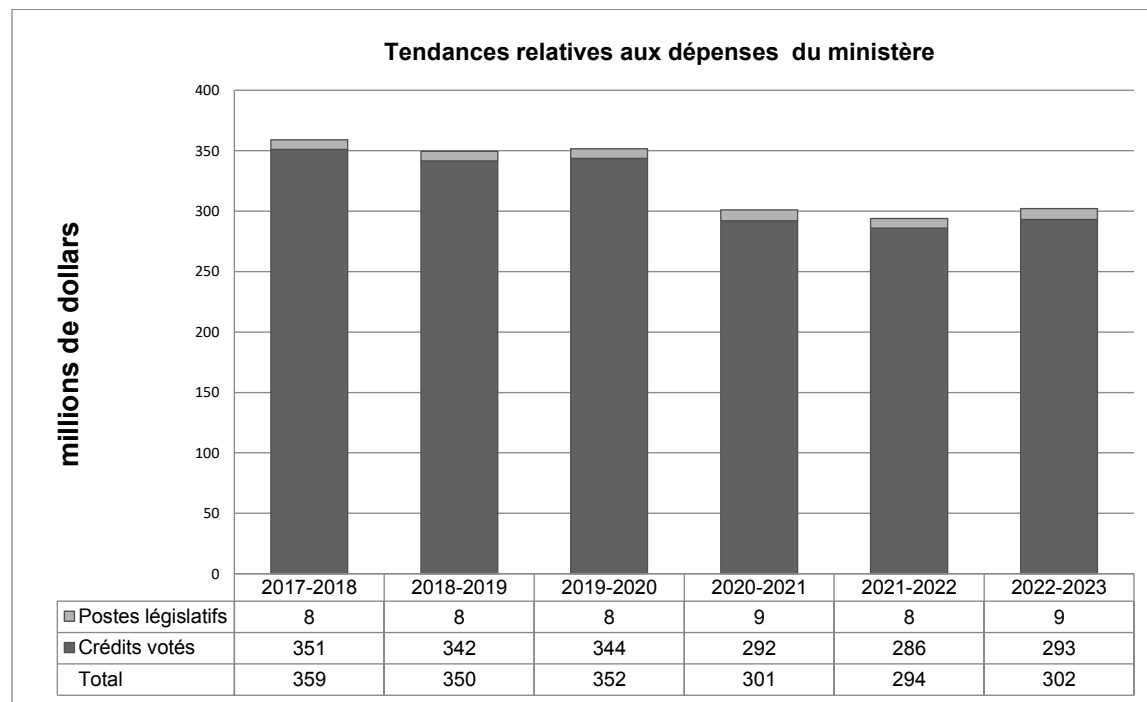
¹⁹ Évaluation horizontale du Programme de développement des collectivités, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, [https://www.ic.gc.ca/eic/site/ae-ve.nsf/vwapj/h_03899_fr.pdf/\\$file/h_03899_fr.pdf](https://www.ic.gc.ca/eic/site/ae-ve.nsf/vwapj/h_03899_fr.pdf/$file/h_03899_fr.pdf)

Analyse des tendances en matière de dépenses et de ressources humaines

Dépenses réelles

Graphique des tendances relatives aux dépenses du ministère

Le graphique qui suit présente les dépenses prévues (votées et obligatoires) au fil du temps.



Dépenses réelles : 2017-2018, 2018-2019, 2019 - 2020. Dépenses prévues : 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023.

Les dépenses prévues pour 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023 ne comprennent pas les montants liés à la COVID-19 et les excédents liés au recouvrement de contributions remboursables, car les décisions relatives à l'excédent de recouvrements pouvant être réinvestis par l'Agence sont prises plus tard au cours du cycle financier.

En 2019-2020, les dépenses de l'Agence ont atteint 351,7 millions de dollars; il n'y avait aucun écart important par rapport aux dépenses de 349,6 millions de dollars en 2018-2019.

La diminution des dépenses prévues de 2019-2020 à 2020-2021 et 2021-2022 est principalement attribuable à :

- un report de fonds à 2019-2020 en raison de retards dans des projets ou des contrats;
- l'expiration du financement temporaire pour le Programme de croissance économique régionale par l'innovation appuyant les PME qui utilisent l'acier et l'aluminium;
- l'expiration du financement temporaire pour la mesure du budget de 2019 visant le lancement d'une stratégie fédérale sur l'emploi et le tourisme;

- l'impossibilité d'inclure les montants excédentaires des recouvrements liés au réinvestissement des contributions remboursables, comme il est expliqué dans la note sous le graphique ci-dessus.

L'augmentation des dépenses prévues pour 2022-2023 est principalement attribuable à la cessation du financement transféré à Ressources naturelles Canada pour la mesure Protéger les emplois dans le secteur forestier de l'Est du Canada, annoncée dans le budget de 2018.

Sommaire du rendement budgétaire pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses 2019-2020	Dépenses prévues 2019-2020	Dépenses prévues 2020-2021	Dépenses prévues 2021-2022	Autorisations totales pouvant être utilisées 2019-2020	Dépenses réelles (autorisation s utilisées) 2017-2018	Dépenses réelles (autorisation s utilisées) 2018-2019	Dépenses réelles (autorisation s utilisées) 2019-2020
Développement économique au Canada atlantique	316 009 945	289 063 006	274 054 608	267 832 948	326 572 696	332 744 431	323 354 426	324 518 205
Crédit d'exécution du budget – fonds non affectés	-	-	-	Sans objet	26 772	-	-	-
Total partiel	316 009 945	289 063 006	274 054 608	267 832 948	326 599 468	332 744 431	323 354 426	324 518 205
Services internes	26 571 454	26 553 941	26 961 156	26 265 143	27 919 593	26 241 166	26 243 126	27 141 436
Total	342 581 399	315 616 947	301 015 764	294 098 091	354 519 061	358 985 597	349 597 552	351 659 641

En 2019-2020, les dépenses prévues de 315,6 millions de dollars ont augmenté de 38,9 millions de dollars, pour un total de 354,5 millions de dollars autorisés. Cela s'explique par les autorisations supplémentaires suivantes reçues au cours de l'exercice :

- un montant de 27,5 millions de dollars lié au recouvrement des contributions remboursables. Il faut procéder à un redressement chaque année afin de comptabiliser les recouvrements supérieurs au montant de base précisé dans les niveaux de référence de l'APECA;
- une somme de 3,1 millions de dollars liée au montant transféré au ministère de la Défense nationale à l'appui du Forum d'Halifax sur la sécurité internationale;
- un montant de 3,0 millions de dollars lié au report du budget de fonctionnement de 2018-2019;
- un montant de 2,5 millions de dollars lié aux coûts du personnel en raison de paiements rétroactifs découlant de conventions collectives révisées;
- une somme de 2,2 millions de dollars liée au financement temporaire annoncé dans le budget de 2019 pour le lancement d'une stratégie fédérale sur l'emploi et le tourisme;
- un montant de 0,8 million de dollars lié au financement temporaire annoncé dans le budget de 2018 pour la Stratégie pour les femmes en entrepreneuriat.

L'augmentation est contrebalancée par une diminution totale de 0,2 million de dollars liée à divers redressements.

Les dépenses réelles de 351,7 millions de dollars en 2019-2020 ont donné lieu à un excédent de 2,8 millions de dollars par rapport aux autorisations totales de 354,5 millions de dollars. De ce montant, 2,7 millions de dollars ont été affectés au report du budget de fonctionnement de l'Agence et les fonds restants sont inutilisés.

Ressources humaines réelles

Sommaire des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels 2017-2018	Équivalents temps plein réels 2018-2019	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2019-2020	Équivalents temps plein réels 2019-2020	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2020-2021	Nombre d'équivalents temps plein prévus 2021-2022
Développement économique au Canada atlantique	376	378	382	378	381	381
Total partiel	376	378	382	378	381	381
Services internes	195	194	196	197	196	196
Total	571	572	578	575	577	577

Les niveaux de ressources humaines à l'APECA restent stables. Les fluctuations mineures qui se produisent reflètent le réalignement des ressources humaines pour soutenir les priorités et les projets. L'Agence continuera d'atteindre ses résultats en affectant ses ressources humaines de manière à soutenir au mieux ses priorités et ses programmes.

Dépenses par crédit voté

Pour obtenir des renseignements sur les dépenses votées et les dépenses législatives de l'APECA, consulter les [Comptes publics du Canada de 2019-2020](#)ⁱⁱ.

Dépenses et activités du gouvernement du Canada

Des renseignements sur l'harmonisation des dépenses de l'APECA avec les activités et dépenses du gouvernement du Canada sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)ⁱⁱⁱ.

États financiers et faits saillants des états financiers

États financiers

Les états financiers (non vérifiés) de l'APECA pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019 se trouvent sur le site Web du ministère.

Faits saillants des états financiers

État condensé des opérations (non vérifié) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats prévus 2019-2020	Résultats réels 2019-2020	Résultats réels 2018-2019	Écart (résultats réels de 2019-2020 moins résultats prévus de 2019-2020)	Écart (résultats réels de 2019-2020 moins résultats réels de 2018-2019)
Total des charges	275 208 753	268 888 565	256 386 179	(6 320 188)	12 502 386
Total des revenus	19 351	20 204	23 177	853	(2 973)
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	275 189 402	268 868 361	256 363 002	(6 321 041)	12 505 359

Les dépenses totales réelles de l'exercice 2019-2020 ont atteint 268,9 millions de dollars, soit une augmentation de 12,5 millions de dollars (4,9 %) par rapport à l'exercice précédent.

Cette augmentation était principalement attribuable à une hausse des coûts salariaux de 6 millions de dollars liée aux conventions collectives ainsi qu'à une modification des dispositions en matière de congé et à un redressement comptable effectué chaque année relativement aux contributions à remboursement conditionnel. Lorsque des paiements sont effectués à l'égard des contributions à remboursement conditionnel, les montants sont inclus dans les dépenses jusqu'à ce que les conditions de remboursement soient réalisées. L'Agence est alors en mesure de réduire ses dépenses et d'augmenter ses comptes débiteurs. Pendant l'exercice 2018-2019, la réduction des dépenses était supérieure de 4 millions de dollars à celle de l'exercice 2019-2020.

Sur des dépenses totales de 268,9 millions de dollars, 238,3 millions de dollars (88,6 %) ont été utilisés pour appuyer le développement économique au Canada atlantique et 30,6 millions de dollars (11,4 %) ont été affectés aux services internes.

État condensé de la situation financière (non vérifié) au 31 mars 2020 (en dollars)

Renseignements financiers	2019-2020	2018-2019	Écart (2019-2020 moins 2018-2019)
Total des passifs nets	36 445 355	60 894 073	(24 448 718)
Total des actifs financiers nets	28 606 693	55 472 270	(26 865 577)
Dette nette du ministère	7 838 662	5 421 803	2 416 859
Total des actifs non financiers	2 184 920	2 006 822	178 098
Situation financière nette du ministère	(5 653 742)	(3 414 981)	(2 238 761)

Le total des passifs nets était de 36,4 millions de dollars à la fin de l'exercice 2019-2020, ce qui représente une diminution de 24,4 millions de dollars (40,1 %) par rapport à l'exercice 2018-2019. Cette baisse est le résultat d'efforts accrus pour émettre les paiements avant la fin de l'exercice en réponse à COVID-19, ce qui a eu pour effet de diminuer le total des passifs nets.

Le total des actifs financiers nets s'élevait à 28,6 millions de dollars à la fin de l'exercice 2019-2020, soit une diminution de 26,9 millions de dollars (48,4 %) par rapport au total de l'exercice précédent. Les actifs se composent principalement du montant à recevoir du Trésor (27 millions de dollars), qui est utilisé pour acquitter les dettes de l'Agence.

Le total des actifs non financiers s'élevait à 2,2 millions de dollars à la fin de l'exercice 2019-2020, soit une augmentation de 0,2 million de dollars (8,9 %) par rapport au total de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux travaux en cours liés au système de gestion des programmes de subventions et de contributions.

Renseignements supplémentaires

Profil organisationnel

Ministre de tutelle : L'honorable Mélanie Joly, C.P., députée

Administrateur général : Francis P. McGuire, président

Portefeuille ministériel : Innovation, Sciences et Développement économique

Instrument habilitant : Partie I de la *Loi organique de 1987 sur le Canada atlantique*, L.R.C. (1985), ch. 41 (4^e suppl.), aussi appelée *Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique*. Consulter le [site Web du ministère de la Justice du Canada^{iv}](#) pour obtenir plus d'information.

Année d'incorporation ou de création : 1987

Raison d'être, mandat et rôle : Qui nous sommes et ce que nous faisons

La section « Raison d'être, mandat et rôle : Qui nous sommes et ce que nous faisons » est accessible sur le site Web de l'APECA.

Pour obtenir plus de renseignements sur les engagements organisationnels formulés dans la lettre de mandat du ministère, consulter la [lettre de mandat de la ministre](#).

Cadre de présentation de rapports

Le Cadre ministériel des résultats et le Répertoire des programmes officiels de l'APECA pour 2019-2020 sont illustrés ci-dessous.

Cadre ministériel des résultats	Responsabilité essentielle : Développement économique au Canada atlantique		Services internes
	Résultat ministériel : Les collectivités sont diversifiées sur le plan économique au Canada atlantique	Indicateur : Pourcentage de PME dont les propriétaires majoritaires sont des femmes, des Autochtones, des jeunes, des membres de minorités visibles et des personnes handicapées au Canada atlantique	
		Indicateur : Pourcentage de postes professionnels, scientifiques et technologiques dans l'économie du Canada atlantique	
		Indicateur : Effet de levier par dollar investi par l'APECA dans des projets communautaires	
	Résultat ministériel : Les entreprises investissent dans la mise au point et la commercialisation de technologies innovantes au Canada atlantique	Indicateur : Valeur des dépenses en R-D (en dollars) des entreprises qui reçoivent des fonds par l'entremise des programmes de l'APECA	
		Indicateur : Pourcentage d'entreprises qui collaborent avec des établissements d'enseignement supérieur au Canada atlantique	
	Résultat ministériel : Les entreprises sont innovantes et en croissance au Canada atlantique	Indicateur : Nombre d'entreprises à forte croissance au Canada atlantique	
		Indicateur : Valeur des exportations de biens (en dollars) du Canada atlantique	
		Indicateur : Valeur des exportations de technologies propres (en dollars) du Canada atlantique	
		Indicateur : Taux de croissance du chiffre d'affaires des entreprises qui reçoivent du soutien par l'intermédiaire des programmes de l'APECA	
Répertoire des programmes	Programme : Collectivités inclusives		
	Programme : Collectivités diversifiées		
	Programme : Recherche-développement et commercialisation		
	Programme : Écosystème d'innovation		
	Programme : Croissance des entreprises		
	Programme : Commerce et investissement		
	Programme : Recherche stratégique et mobilisation		

Renseignements connexes sur le Répertoire des programmes

Les renseignements sur les ressources financières, les ressources humaines et le rendement liés au Répertoire des programmes de l'APECA sont accessibles dans l'[InfoBase du GC](#)^v.

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le site Web de l'APECA :

- ▶ [Stratégie ministérielle de développement durable](#)
- ▶ [Renseignements sur les programmes de paiements de transfert de 5 millions de dollars ou plus](#)
- ▶ [Analyse comparative entre les sexes plus](#)
- ▶ [Réponses aux comités parlementaires et aux audits externes](#)

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#)^{vi}. Ce rapport donne aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, y compris les descriptions, les objectifs, les renseignements historiques et les renvois aux programmes de dépenses fédéraux connexes. Les mesures fiscales présentées dans ce rapport relèvent du ministre des Finances.

Coordonnées de l'organisation

Agence de promotion économique du Canada atlantique
Case postale 6051
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 9J8
Adresse de messagerie :
644, rue Main
Moncton (Nouveau-Brunswick) E1C 1E2

Renseignements généraux : 506-851-2271
Sans frais (au Canada et aux États-Unis) : 1-800-561-7862
Télécopieur : 506-851-7403
Télécopieur sécurisé : 506-857-1301
ATS : 1-877-456-6500
Accès à l'information et protection des renseignements personnels : 506-851-2271
<https://www.canada.ca/fr/promotion-economique-canada-atlantique.html>

Annexe : définitions

crédit (appropriation)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (budgetary expenditures)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

responsabilité essentielle (core responsibility)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les intentions du ministère concernant une responsabilité essentielle se traduisent par un ou plusieurs résultats ministériels auxquels le ministère cherche à contribuer ou sur lesquels il veut avoir une influence.

plan ministériel (Departmental Plan)

Exposé des plans et du rendement attendu d'un ministère qui reçoit des crédits parlementaires. Les plans ministériels couvrent une période de trois ans et sont habituellement présentés au Parlement au printemps.

priorité ministérielle (departmental priority)

Plan ou projet qu'un ministère a choisi de cibler et dont il rendra compte au cours de la période de planification. Il s'agit de ce qui importe le plus ou qui doit être fait en premier pour appuyer la réalisation des résultats ministériels souhaités.

résultat ministériel (departmental result)

Une conséquence ou un résultat qu'un ministère cherche à atteindre. Un résultat ministériel échappe généralement au contrôle direct des ministères, mais il devrait être influencé par les résultats des programmes.

indicateur de résultat ministériel (departmental result indicator)

Une mesure quantitative du progrès réalisé par rapport à un résultat ministériel.

cadre ministériel des résultats (departmental results framework)

Un cadre qui relie les responsabilités essentielles du ministère à ses résultats ministériels et à ses indicateurs de résultats ministériels.

rapport sur les résultats ministériels (Departmental Results Report)

Rapport d'un ministère qui présente les réalisations réelles par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

expérimentation (experimentation)

La tenue d'activités visant à étudier, à mettre à l'essai et à comparer les effets et les répercussions de politiques et d'interventions afin d'étayer la prise de décisions fondée sur des éléments probants, et à améliorer les résultats pour les Canadiens en apprenant ce qui fonctionne, pour qui et dans quelles circonstances. L'expérimentation est liée à l'innovation (l'essai de nouvelles approches), mais en est différente, car elle comporte une comparaison rigoureuse des résultats. À titre d'exemple, le fait d'utiliser un nouveau site Web pour communiquer avec les Canadiens peut être un cas d'innovation; le fait de conduire des essais systématiques du nouveau site Web par rapport aux outils existants de sensibilisation ou un ancien site Web pour voir celui qui permet une mobilisation plus efficace est une expérimentation.

équivalent temps plein (full-time equivalent)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne complète d'un employé dans le budget ministériel. Pour un poste donné, le nombre d'équivalents temps plein représente le rapport entre le nombre d'heures travaillées par une personne, divisé par le nombre d'heures normales prévues dans sa convention collective.

analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) (gender-based analysis plus [GBA+])

Processus analytique utilisé pour évaluer l'effet des politiques, des programmes et des services sur divers groupes de femmes, d'hommes et de personnes allosexuelles en fonction de multiples facteurs, notamment la race, l'ethnie, la religion, l'âge et l'incapacité physique ou mentale.

priorités pangouvernementales (government-wide priorities)

Aux fins du Rapport sur les résultats ministériels 2019-2020, les thèmes de haut niveau qui présentent le programme du gouvernement issu du discours du Trône de 2019 (c'est-à-dire lutter contre les changements climatiques, renforcer la classe moyenne, parcourir le chemin de la réconciliation, assurer la santé et la sécurité des Canadiens et placer le Canada en position favorable pour assurer sa réussite dans un monde incertain.

initiative horizontale (horizontal initiative)

Initiative dans le cadre de laquelle deux organisations fédérales ou plus reçoivent du financement dans le but d'atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité du gouvernement.

dépenses non budgétaires (non-budgetary expenditures)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

rendement (performance)

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

indicateur de rendement (performance indicator)

Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d'une organisation, d'un programme, d'une politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

production de rapports sur le rendement (performance reporting)

Processus de communication d'information sur le rendement fondé sur des éléments probants. La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

plan (plan)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

dépenses prévues (planned spending)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le budget principal des dépenses.

Un ministère est censé être au courant des autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son plan ministériel et son rapport sur les résultats ministériels.

programme (program)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein du ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de services.

répertoire des programmes (program Inventory)

Compilation de l'ensemble des programmes du ministère et description de la manière dont les ressources sont organisées pour contribuer aux responsabilités essentielles et aux résultats du ministère.

résultat (result)

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

dépenses législatives (statutory expenditures)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

cible (target)

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

dépenses votées (voted expenditures)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement par une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

Notes en fin d'ouvrage

ⁱ Infobase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>

ⁱⁱ Comptes publics du Canada, <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html>

ⁱⁱⁱ Infobase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>

^{iv} Gouvernement du Canada, site Web de la législation (Justice), <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/G-5.7/page-1.html>

^v Infobase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>

^{vi} Rapport sur les dépenses fiscales fédérales, <https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/services/publications/depenses-fiscales.html>